



Commission : PNUD

Sujet : Qu'est-ce qu'une vie décente ?

Présidence: Caitlín O'Connor Breathnach, Daniel Steel

Introduction

Nous sommes à Haïti au début de l'année 2019, et la colère populaire gronde dans les quartiers les plus pauvres de Port-au-Prince. Cette colère a été provoquée par une affaire de corruption via le programme Petrocaribe, qui permet aux États caribéens d'acheter du pétrole vénézuélien à prix préférentiels, couplée à l'augmentation du coût de la vie, et l'insécurité alimentaire et sanitaire. Les plus pauvres de l'Haïti demandent un gouvernement de transition et que les ministres accusés de corruption soient jugés.

Plus tard dans l'année, mi-octobre 2019, au Liban, une série de nouvelles taxes viennent d'être annoncées, dont une de 20 centimes sur les appels WhatsApp. Cette annonce cause un éclatement de colère parmi les Libanais, qui se rendent dans les rues de Beyrouth et de nombreuses autres villes libanaises pour manifester contre ces coûts supplémentaires, mais également contre la corruption et l'incurie de la classe politique.

En même temps, au Chili, une hausse du prix du ticket de métro à Santiago est une hausse de trop pour de nombreux Chiliens qui, par réaction, ont brûlé et saccagé de nombreuses stations de métro.

Dans ses trois cas, on retrouve certains éléments semblables. Premièrement, la population se révoltent parce qu'elle n'en peut plus, elle se sent négligées, humiliées et pas respectées par leurs gouvernements. Simplement, elle a un sentiment que le gouvernement ne respecte pas sa mission, ne leur garantie pas une vie décente et ne s'intéresse pas à leur bien-être.

Ces cas sont aussi différents : à Haïti, les gens demandent de la sécurité alimentaire et sanitaire, des éléments essentiels pour une vie décente. Quant au Chili et au Liban, l'économie et l'augmentation du coût de la vie avec un ticket de métro plus cher ou le surcoût des communications téléphoniques sur WhatsApp sont aussi des éléments eux aussi nécessaires pour vivre une vie décente. Ceci souligne la subjectivité de cette notion de « vie décente », qui se traduit différemment selon le pays, la culture et le niveau de vie.

La pauvreté peut être définie de différentes manières, mais *in fine* elle se traduit toujours par l'impossibilité d'avoir accès à des biens ou des services essentiels au quotidien, comme la nourriture, l'éducation, des produits sanitaires, etc... Être pauvre c'est aussi ne pas pouvoir contrôler sa propre vie et devoir dépendre d'autres personnes.

Plus difficile encore que de définir la pauvreté est peut-être définir son contraire, la sortie de la pauvreté. Il y a plusieurs conditions qui doivent être présentes. Une personne doit avoir accès aux choses essentielles pour vivre mais aussi pouvoir contrôler sa vie et ne pas dépendre d'autrui. Beaucoup dépend bien sûr de la situation économique d'un pays, où la guerre ou la corruption aggravent la situation et rendre la vie très difficile pour des gens qui ne peuvent plus alors quitter leur vie pauvre et précaire. Si la définition d'une vie décente varie d'un pays à l'autre, ou d'une culture à une autre, il faut commencer par distinguer les pays en voie de développement, où sont concentrés la grande majorité des pauvres, des pays développés, où c'est surtout l'écart entre les classes sociales qui est vécu comme insupportable.

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), est un organe essentiel des Nations Unies, dont le développement est l'une des deux missions principales. L'autre mission principale étant le maintien de la paix. L'éradication de la pauvreté est le premier des 17 objectifs de développement durable (ODD) créés par les Nations Unies en 2012. Le PNUD ne travaille pas seulement avec les États, mais aussi avec les sociétés civiles, le plus souvent dans les pays en développement, afin que les acteurs concernés soient davantage capables de résister à une crise, et de développer leur économie pour améliorer la qualité de vie de tou.te.s.

Le PNUD a adopté l'approche de l'économiste et philosophe indien Amartya Sen selon laquelle la pauvreté est définie par les capacités à être ou à faire. Les pauvres étant ceux qui ne possèdent pas ces capacités à être ou faire et n'ont donc pas la liberté de choisir leur vie.

Il existe déjà de nombreux critères pour mesurer le développement ou le niveau de pauvreté, critères essentiels aux organisations internationales pour se fixer des objectifs et mesurer les progrès accomplis. Mais les notions de « vie décente », ou encore de « vie digne », quant à elles, sont très subjectives et du coup difficiles à mesurer. Il n'y a peut-être pas de mesure unique qui pourrait s'appliquer à tous les pays. Alors faut-il se contenter de critères universels mais imparfaits, ou peut-on inventer des critères à géométrie variable, adaptés aux réalités sur le terrain, au vécu de chaque société, afin de donner corps à cette notion de « vie décente » ?

Dans le cadre de ce rapport, nous allons expliquer les enjeux d'une telle question afin d'établir éventuellement des critères qui pourraient être adaptées à tous les pays, en termes de contenu (ce qu'on doit mesurer), et d'objectifs (comment mesurer les progrès), et pouvoir ainsi concevoir de nouveaux objectifs et de nouveaux instruments.

Définitions des termes clefs

Objectifs de développement durable : Les 17 objectifs de développement durables établis lors de la Conférence de Rio sur le développement durable en 2012 sont un ensemble d'objectifs avec un but de confronter des défis sur différents plans écologiques, politiques et économiques.

Ils ont été mis en place afin de remplacer les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui eux avaient comme but précis d'éradiquer l'extrême pauvreté et la faim, permettre et encourager une éducation à tous les enfants en âge de fréquenter l'école, entre autres.

Une vie décente : Même s'il n'y a pas vraiment de définition précise pour ce terme, plusieurs organisations l'utilise pour décrire un état de vie qui est en opposition avec la pauvreté et la précarité. Il existe plusieurs conditions pour vivre une vie décente. *De son côté, dans sa Déclaration universelle des droits de l'Homme, l'ONU a déclaré que :*

« Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires ».

La précarité : C'est le manque d'une ou de nombreuses des sécurités permettant aux humains d'assumer leurs responsabilités élémentaires et de jouir de leurs droits fondamentaux.

L'insécurité qui en résulte peut-être étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives.

La pauvreté multidimensionnelle : La pauvreté consiste d'un nombre de différentes choses qui empêchent quelqu'un de pouvoir avoir accès aux choses essentielles du quotidien comme la nourriture, l'éducation, des produits sanitaires, etc... Être pauvre c'est aussi ne pas pouvoir contrôler sa propre vie et devoir dépendre sur des autres personnes.

Le seuil international de pauvreté : est fixé à 1,90 dollar, soit 1,70 euros par personne et par jour (établi par la Banque mondiale).

Néanmoins, ceci est seulement le seuil international qui correspond à toute la planète. En fonction du développement d'un pays, le seuil de pauvreté peut varier énormément.

Par exemple, pour la Belgique, le seuil de pauvreté est un revenu de 13.023 € net par an, soit 35,7 € (42.5 \$) net par jour. En revanche, en Haïti, le seuil de pauvreté est beaucoup plus près du seuil international de pauvreté.

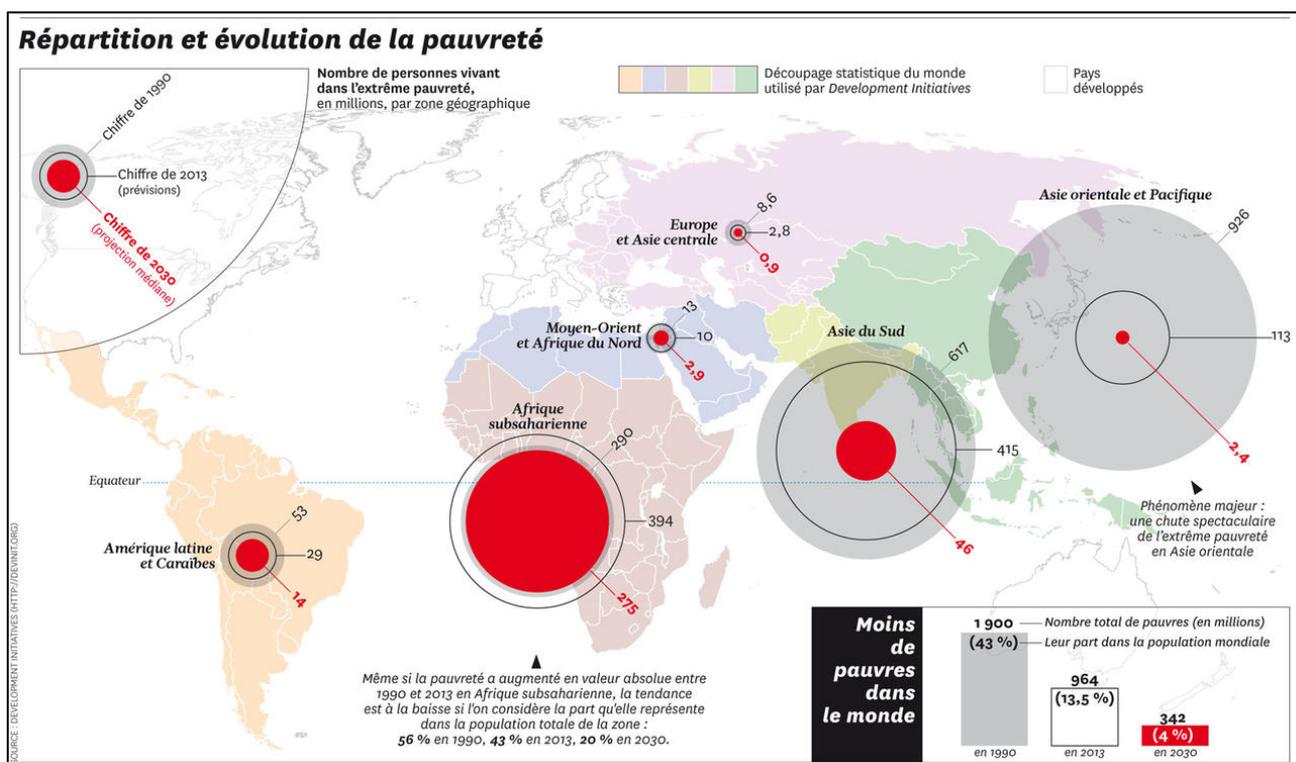
En Europe, le seuil de pauvreté des pays est relatif et fixé à 60% du revenu médian de ce pays. Il varie donc d'un pays européen à l'autre.

Mesurer le développement et la pauvreté

Pour résumer la situation en quelques statistiques, environ 1.3 milliards de personnes vivent en situation de pauvreté multidimensionnelle, dont 700 millions, ou 10 % de la population mondiale, vivent dans l'extrême pauvreté. Beaucoup des gens vivant cette situation ont un emploi ; mais travailler ne garantit pas une vie décente. Une des statistiques les plus choquantes est le fait qu'un enfant sur cinq vit dans l'extrême pauvreté.

La pandémie dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui a beaucoup aggravé la situation. Le Covid-19 et la crise économique qu'elle entraîne augmentera, selon l'ONU, le taux de pauvreté dans le monde, qui pourra défaire tous les progrès fait durant les trois dernières décennies. Le nombre de gens vivant sous le seuil de pauvreté devrait augmenter de plus de 500 millions de personnes.

La pauvreté est un problème universel, présent partout dans le monde tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, mais comme illustré par la carte au-dessus, la répartition est inégale, et les perspectives ne sont pas du tout les mêmes quand on compare par exemple l'Afrique à l'Asie du Sud.

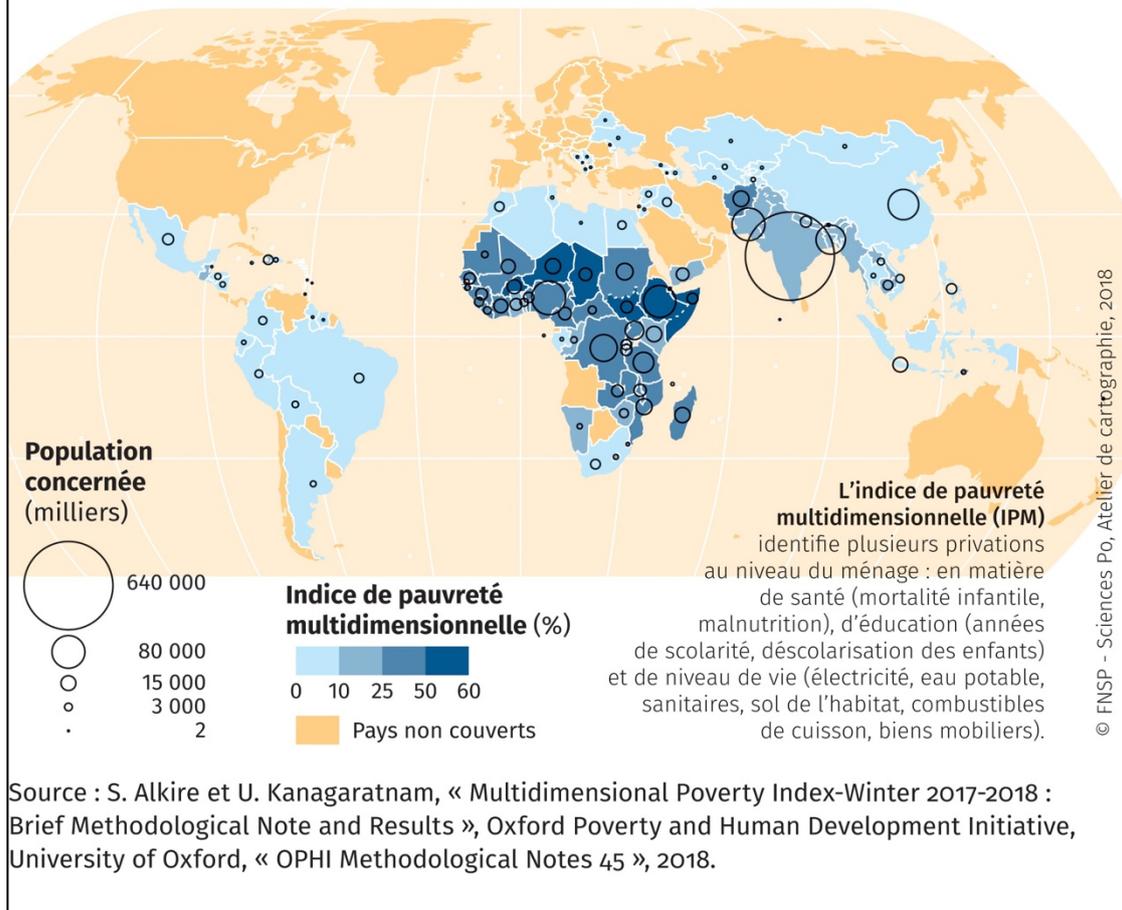


La pauvreté en chiffres absolus (ci-dessus) et en pourcentage de la population totale (ci-contre).

En 2020, les pays industrialisés, dit pays du Nord, constituent 16 % de la population mondiale mais produisent 70 % de la richesse dans le monde,

alors que les pays en développement, dit pays du Sud, représentent 84% de la population mais ne produisent que 30% des richesses.

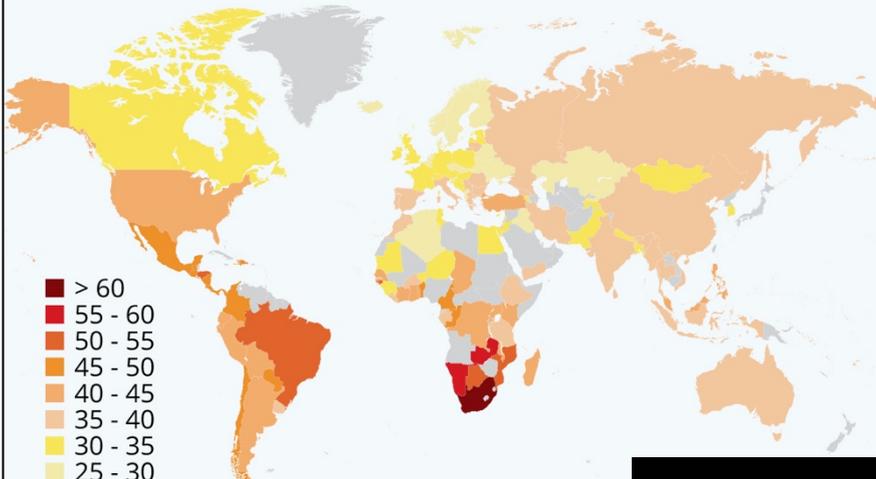
Indice de pauvreté multidimensionnelle, 2005-2015



Source : S. Alkire et U. Kanagaratnam, « Multidimensional Poverty Index-Winter 2017-2018 : Brief Methodological Note and Results », Oxford Poverty and Human Development Initiative, University of Oxford, « OPHI Methodological Notes 45 », 2018.

Les inégalités de revenu dans le monde

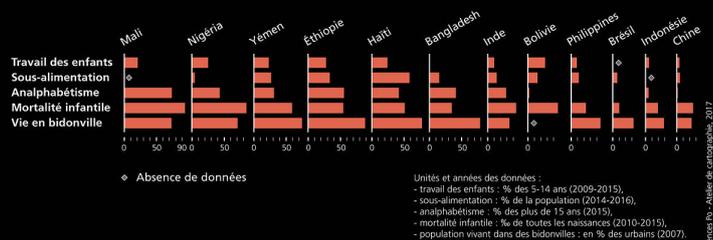
Coefficient de Gini par pays
(0 = égalité économique totale ; 100 = inégalité totale)



Estimations. Dernières données disponibles (2010-2017).
Source : Banque mondiale



«Profils» de pauvreté de quelques pays (2007-2016)



Sources : Unicef, www.unicef.org ; FAO, FAOSTAT, <http://faostat.fao.org> ; Unesco, Unesco Institute for Statistics, www.uis.unesco.org ; UN DESA, Population Division, <http://www.un.org/esa/population> ; UN Habitat, www.unhabitat.org

Les différents critères de mesure du développement

Pour mesurer les progrès dans les pays en développement, des organisations internationales comme le PNUD ou la Banque Mondiale ont conçu des instruments de mesure du développement. Afin d'évaluer l'efficacité des mesures prises et l'évolution du développement.

Il y a plusieurs indices qui mesurent la pauvreté. D'abord, il y a les indicateurs économiques habituels :

Le Produit Intérieur Brut (PIB) comprend toutes les richesses produites à l'intérieure des frontières d'un Etat, cela comprend les entreprises de l'Etat et les entreprises étrangères qui travaillent dans l'Etat, mais pas les richesses produites de cet Etat particulier en dehors des frontières.

Le Produit National Brut (PNB) comprend les richesses produites par toutes les entreprises d'un Etat, à l'intérieur comme à l'extérieur. Le revenu national brut (RNB, qui remplace le PNB – produit national brut) se calcule sur une base de nationalité.

Pour avoir une idée du niveau de vie des habitants d'un pays, on divise on le PIB ou le PNB par le nombre d'habitants. Ainsi, en 2019, le PIB/habitant de la Chine était de 16 784 \$ quand celui du petit Luxembourg était de 121 292 \$.

Le coefficient de Gini, ou indice de Gini, est un instrument qui permet de mesurer le degré d'égalité ou d'inégalité dans la répartition des richesses (revenus, patrimoines, etc.) au sein d'une population donnée. Il varie entre 0 et 1, 0 correspondant à la situation d'un pays parfaitement égalitaire : tout le monde y aurait des revenus, des richesses, un patrimoine équivalents, de même valeur ; et 1 à un pays absolument inégalitaire : une seule personne aurait toutes les richesses, et tous les autres habitants n'auraient rien. Ainsi, en 2016, l'indice de Gini du Danemark était de 0,26, celui des États-Unis de 0,39, celui du Brésil de 0,52 et celui de l'Afrique du Sud de 0,62.

Les mesures traditionnelles sont utiles mais ne constituent pas des indicateurs de bien-être individuel adaptés et encore moins des indicateurs de pauvreté, même quand il est calculé par habitant. Des approches alternatives ont été développés, exploitant des critères plus complexes et surtout relatifs pour mesurer la pauvreté.

L'Indice de Développement Humain (IDH) - introduit par l'ONU, dans les années 90 est basé sur les idées développées par Amartya Sen, où c'est le bien-être des personnes et non les quantités de biens mis à disposition qui importe. L'IDH combinent trois indicateurs : le PIB par habitant qui mesure le niveau de vie ; le taux de scolarisation ou le taux d'alphabétisation qui mesure le niveau d'éducation ; et l'espérance de vie qui mesure le niveau de santé. Il est compris entre 0 (développement très bas) et 1 (développement très élevé).

La pauvreté monétaire absolue se focalise sur le niveau de revenu nécessaire pour assurer la survie des individus et renvoie au **seuil de pauvreté monétaire absolue** qui est calculé en fonction d'un panier annuel de consommation minimale pour assurer un niveau de vie tolérable. Son montant est réévalué régulièrement par la Banque mondiale qui, à ce jour, l'a évalué à 1,90 \$ / jour... dans les pays en développement. Ce critère n'a pas beaucoup de sens dans les pays développés. D'où la notion de...

La pauvreté monétaire relative prend en compte la répartition des revenus plutôt que ses montants. Ainsi, elle illustre le niveau de revenu nécessaire pour participer et vivre dans une société particulière. En Europe, on n'est pas pauvre en soi mais en fonction du niveau de vie du reste de la société. La pauvreté monétaire relative mesure la part des ménages qui se situent en-deça d'un seuil équivalent à 60 % du niveau de vie médian de la population (celui qui coupe la population en deux). Ce seuil est donc différent d'un pays à l'autre.

L'indice de pauvreté humaine (IPH) a comme objectif de montrer l'ampleur des déficits dans les trois dimensions de l'IDH (santé, instruction et niveau de vie décent).

L'IPH-1, utilisé dans les pays en développement, est constitué de 3 indicateurs : le premier (indicateur de longévité) mesure le pourcentage à la naissance de décès avant 40 ans, le deuxième (l'indicateur d'instruction) indique le pourcentage d'analphabétisme des adultes et le troisième

(l'indicateur de conditions de vie) est composé de trois sous indicateurs : l'accès à l'eau potable, l'accès aux services de santé et les enfants de moins de cinq ans qui ont un poids insuffisant.

Une chose notable est le fait qu'aucune considération monétaire est retenue.

L'IPH-2, conçu pour les pays développés est similaire à l'IPH-1 mais a quelques différences et contient un quatrième indicateur.

Pour l'indicateur de longévité, le pourcentage de décès change de « avant 40 ans » à « avant 60 ans ». Pour l'indicateur de condition de vie, le pourcentage de personnes vivant sous le demi de la médiane de revenu est calculé aux lieux des trois critères dans l'IPH-1. Le quatrième indicateur prend en compte l'exclusion avec le taux de chômeurs sans emploi depuis plus d'une année. Une autre différence entre l'IPH-1 et 2 est le fait que le deuxième prend en compte le revenu des habitants.

Ces deux indices sont calculés en pourcentage : plus le pourcentage est élevé, plus le pays est « pauvre ».

L'Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM) est un indicateur qui s'efforce de synthétiser plusieurs dimensions de la pauvreté dans un seul indicateur composite.

Il a été créé pour remplacer l'IPH-1. Il poursuit l'idée de se concentrer sur les privations subies par les individus mais il est plus ambitieux dans les statistiques qu'il rassemble et complexe dans son mode de calcul.

Dix indicateurs sont rassemblés en trois dimensions :

- La nutrition et la mortalité infantile pour la **santé** ;
- Les années de scolarité et les enfants inscrits pour l'**éducation** ;
- L'électricité, l'eau, les toilettes, les combustibles de cuisine, la nature du sol et la détention de biens mobiliers, comme un téléphone ou un vélo, pour le **niveau de vie**.

La notion de « vie décente »

Dans les années récentes, de nombreux économistes ont défendu l'idée que les mesures de développement économique ne doivent pas seulement prendre en compte les ressources matérielles, à travers le PIB/habitant ou l'IDH, mais aussi le vécu des gens, ce que signifie concrètement être pauvre, en tenant compte des expériences individuelles endurées par les premiers intéressés. Si l'on veut évaluer le bien-être social de manière plus réaliste et en fonction des situations propres à chaque pays, il faut examiner l'accès aux biens et services premiers (le nombre d'hôpitaux par habitant, le coût d'une visite médicale, etc.) : la notion de « décence » renvoie aux conditions de vie, c'est-à-dire à l'accès à des services de soin et d'éducation de bonne qualité (et à condition que leur prix rendent ces services accessibles au plus grand nombre), à de logements décents, à une justice équitable ; elle renvoie aussi aux conditions de travail, qui suppose d'être rétribué à sa juste valeur, une certaine sécurité physique et un bien-être psychologique, enfin une reconnaissance de la société pour la contribution à la prospérité collective. De plus, notre monde avance à une vitesse vertigineuse avec le numérique qui prend une place de plus en plus importante dans notre vie de tous les jours. L'accès au numérique et la lutte contre l'illettrisme numérique (l'incapacité à utiliser les appareils et outils numériques) sont des aspects non négligeables pour ne pas aggraver la fracture entre les inclus et les exclus du numérique.

Parmi ces économistes, Esther Duflo et son mari Ahijit Banerjee, lauréats du prix Nobel d'économie en 2019, insistent sur l'importance de raisonner en termes de bien-être et pas seulement de PIB. Autrement dit, ils soulignent l'importance de mesurer ce bien-être de manière plus qualitative que quantitative à travers une observation de la qualité de vie menée par un individu et non seulement la quantité de ressources disponible afin de mener cette vie. Ce qui les amène à promouvoir une démarche différente de celle de beaucoup d'ONG ou d'institutions internationales pour venir en aide aux populations les plus précaires : démarche qu'on qualifie de *bottom-up* (de bas en haut en

anglais) qui consiste à lutter contre la pauvreté en partant de ce que vivent les communautés locales et en proposant des actions qui correspondent à leurs attentes. Ces mesures plus ciblées pourraient augmenter le niveau de vie et de bien-être des plus pauvres à une échelle plus locale, en tenant compte des cultures et des sociétés, ce qui suppose des approches différentes d'un pays à l'autre, ou même d'une région à l'autre, entre la ville et la campagne, etc., et ce qui permettrait de s'adapter beaucoup plus rapidement et plus efficacement.

Duflo et Banerjee parlent notamment de l'importance de la dignité et du respect pour les populations pauvres. C'est quand ces gens ne se sentent pas respectés qu'ils éprouvent un sentiment d'injustice, d'être des citoyens de seconde zone, qui ne sont pas traités de la même façon que les inclus, les « privilégiés », et ne peuvent offrir les mêmes opportunités à leurs enfants, ce qui les pousse à se révolter et à réclamer qu'on les respecte enfin, comme les Libanais ou les Chiliens durant l'automne de 2019. Cette pauvreté économique provoque alors un sentiment de malaise et de non-appartenance dans son propre pays.

Or, leur rendre la dignité consiste parfois simplement à leur donner les moyens de s'en sortir par eux-mêmes : le micro-crédit a justement cet objectif. Né il y a près de 50 ans dans un petit village du Bangladesh à l'initiative de l'économiste Muhammad Yunus, prix Nobel de la Paix 2006, il consiste à proposer des prêts de faibles montants aux personnes les plus défavorisées au sein d'une communauté pour les aider à mettre en œuvre leur projet. Ces personnes qui n'ont généralement pas accès au système bancaire classique parviennent le plus souvent à atteindre leurs objectifs, et, le plus souvent, à créer leur propre petite entreprise. La microfinance est particulièrement développée en Asie du Sud et en Amérique latine, mais est aussi apparue rapidement en Europe. En Afrique aussi, grâce au programme d'appui à la finance inclusive, financé par la Belgique et la Suède, que le PNUD a mis en place, la RDC compte désormais 160 institutions de microfinance, pour 1,9 millions de clients, dont 50 % de femmes. Autant d'hommes et de femmes qui ont retrouvé leur dignité.

Pourtant, en ces temps de pandémie, et alors que les plus précaires ont été les plus touchés par la Covid-19 et ses effets socio-économiques, les notions de dignité et de vie décente ne sont-elles pas devenues secondaires par rapport aux urgences absolues que sont la survie de millions d'individus sans travail et sans ressources ? Pour une ONG comme Oxfam, cette crise est bien plutôt l'occasion de « rebâtir un monde plus égalitaire » en luttant notamment contre le travail informel, secteur où il n'existe pas de filet de sécurité, et où les femmes et les migrants sont surreprésentés. De ce point de vue, Oxfam considère qu'il doit y avoir des contreparties aux aides massives accordées aux entreprises, y compris aux firmes multinationales, dans les pays du Nord, de manière en particulier à garantir un travail décent à ces travailleurs essentiels en première ligne grâce à qui nos économies ont pu continuer à fonctionner.

Pour Esther Duflo et Abhijit Banerjee, il est devenu d'autant plus urgent d'instaurer dans les pays pauvres un revenu de base ultra universel (Universal Ultra Basic Income – UUBI), qui consiste en un transfert régulier d'argent liquide suffisant à assurer les besoins essentiels. « L'UUBI a pour avantage d'être simple, transparent et d'assurer que nul ne meure de faim. Il permet en outre de pallier les problèmes de nombreux systèmes de protection sociale conçus pour exclure les "moins méritants", parfois même au détriment des plus nécessiteux. Durant une pandémie, lorsque les gouvernements doivent aider le plus grand nombre le plus rapidement possible, la simplicité d'un UUBI pourrait sauver des vies. En rassurant les citoyens sur le fait que personne ne sera exclu de l'aide alimentaire, on limite également le sentiment d'appréhension existentielle qu'éprouvent tant de personnes dans les pays pauvres (et moins pauvres) à l'heure actuelle. » Et pour mettre en œuvre cette solution, ils proposent d'effectuer ces transferts via le téléphone portable, une méthode déjà utilisée au Togo. Oxfam a d'ailleurs déjà expérimenté ce type de transferts monétaires au Kenya auprès de 5000 ménages.

Malgré tout, alors que les moyens sont limités et que les effets de cette crise sont abyssaux, il serait d'autant plus utile de se fixer des objectifs modestes en apparence mais en réalité très ambitieux d'un point de vue conceptuel : déterminer concrètement à quelles conditions chaque communauté pourrait être considérée comme sortie d'affaire, et pour cela définir des critères propres à chaque société.

Proposer vos propres critères pour une « vie décente » adaptée à votre société

Afin de définir des critères propres à chaque pays ou groupe de pays, il faut déjà prendre conscience des critères déjà mis en place et comment cela affecte votre pays négativement ou positivement. Il faut ensuite adapter les critères à votre culture et société, en vous appuyant sur des sondages ou des enquêtes. Finalement, ce que nous, les présidents de votre commission, vous demandons, c'est d'arriver à la conférence en octobre avec une liste d'objectifs à atteindre et de critères à définir que vous jugerez nécessaires et adaptés pour votre pays, pour votre société. D'où l'importance de bien connaître les spécificités sociales et culturelles de votre pays.

Pour certains, l'important sera d'assurer la sécurité alimentaire à sa famille dans les mois suivants ; pour d'autres ce sera de garantir à ses enfants l'accès à un métier stable, ou encore avec des perspectives de carrière ; ou de ne pas dépendre dans son activité professionnelle de décideurs qui fixeraient à loisir les prix et les salaires ; ou encore de vivre dans un quartier sûr, d'où la violence serait éradiquée, ou dans un environnement sain, sans pollution et risques mortels pour la santé...

Restera ensuite à étudier la possibilité de croiser nos points de vue sur la définition concrète d'une « vie décente », et de voir si nous pouvons déterminer un plus petit dénominateur commun, des catégories communes à chacun de nos pays. A nous d'être créatifs !

Sitographie

Sur la notion de pauvreté et les indicateurs pour la mesurer :

<http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part1/quelles-mesures-pour-quantifier-la-pauvrete>

Sur les inégalités dans le monde, avec le vocabulaire

<https://espace-mondial-atlas.sciencespo.fr/fr/rubrique-contrastes-et-inegalites/article-1A01-riches-et-pauvres.html>

Les objectifs du Millénaire de l'ONU sont un point de départ incontournable :

<https://www.un.org/fr/millenniumgoals/>

Un Dessous des cartes sur les objectifs du Millénaire pour le développement :

<https://www.youtube.com/watch?v=LnLLVob8DwM>

Un article intéressant sur le thème des indicateurs :

<https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2016-2-page-7.htm>

Qui sont les personnes pauvres, et selon quels critères ?

https://onpes.gouv.fr/IMG/pdf/cahiers-onpes_n2-231118.pdf

Au-delà du revenu, portrait global de la pauvreté (site Pnud)

<https://feature.undp.org/multidimensional-poverty/fr/>

Le débat sur la notion de décence :

<https://laviedesidees.fr/Qu-est-ce-que-la-decence.html>

<https://www.lecho.be/opinions/carte-blanche/et-si-on-apprenait-a-raisonner-en-terme-de-bien-etre-et-pas-seulement-de-pib/10193960.html>

La mesure de la pauvreté en Europe : qu'est-ce qu'une « vie décente » ?

https://www.lemonde.fr/societe/article/2015/03/06/les-minima-sociaux-sont-loin-des-criteres-d-une-vie-decente_4588860_3224.html (en France)

Le « travail décent », objectif 8 des Objectifs de développement durable définis par le PNUD :

<https://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals/goal-8-decent-work-and-economic-growth.html>

Sur le « travail décent » :

https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/05/23/le-travail-decent-un-enjeu-mondial_5465905_3234.html

La pandémie de la Covid-19 et ses effets sur les plus démunis :

https://feature.undp.org/covid-19-and-the-sdgs/fr/?utm_source=web&utm_medium=sdgs&utm_campaign=covid19-sdgs
(Covid-19 et Objectifs mondiaux du PNUD)

<https://www.courrierinternational.com/article/inegalites-coronavirus-les-pauvres-seront-malades-en-premier>

<https://www.courrierinternational.com/article/epidemie-comment-les-riches-se-protigent-du-coronavirus>

<https://www.youtube.com/watch?v=Ci7tAOdqbYs> (video sur les conséquences de la pandémie et du confinement pour les travailleurs du secteur informel en RDC)

<https://fr.euronews.com/2020/04/09/apres-la-mort-le-covid-19-repandra-la-pauvrete>

https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/06/19/confinement-quatre-graphiques-qui-montrent-que-les-plus-pauvres-ont-le-plus-souffert_6043505_4355770.html

Les travaux d'Esther Duflo sur la réduction de la pauvreté :

https://www.lemonde.fr/economie/article/2011/03/24/supprimer-les-programmes-d-aide-dans-les-pays-pauvres-serait-une-catastrophe_1498151_3234.html

https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/10/15/esther-duflo-un-choix-inedit-pour-le-nobel-d-economie-2019_6015526_3234.html

<https://www.lecho.be/opinions/carte-blanche/et-si-on-apprenait-a-raisonner-en-terme-de-bien-etre-et-pas-seulement-de-pib/10193960.html>

<http://www.cepii.fr/BLOG/bi/post.asp?IDcommuniqu=767>

<https://www.fondation-cdf.fr/2020/05/14/quels-enjeux-pour-les-pays-en-developpement-face-au-covid-19/>

A propos du micro-crédit, un très bon article du Figaro qui présente bien ce que c'est :

<https://www.lefigaro.fr/entrepreneur/2019/02/01/20012-20190201ARTFIG00067-cinq-graphiques-pour-comprendre-le-microcredit.php>

Un exemple de micro-crédit présenté par le Pnud en RDC :

<https://stories.undp.org/finance-inclusive-en-rd-congo>

Le micro-crédit, né au Bangladesh, désormais très répandu dans les pays du Nord comme la France :

https://www.huffingtonpost.fr/baptiste-gapenne/micro-credit-finance-france_a_21705568/

Le point de vue d'Oxfam sur le prix de la dignité :

<https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620976/mb-dignity%20not%20destitution-an-economic-rescue-plan-for-all-090420-fr.pdf>

Solutions proposées par le PNUD :

<https://www.undp.org/content/undp/fr/home/six-signature-solutions.html>

La politique de développement de l'UE :

<https://www.touteurope.eu/actualite/objectifs-et-perspectives-de-la-politique-europeenne-de-developpement.html>